



ADICEF

**CSRD : quelles
ambitions pour le
premier rapport de
durabilité ?**

5 juin 2024



Programme

Introduction : De la DPEF à la CSRD

1. Benchmark premier rapport de durabilité
2. Attentes des parties prenantes / administrateurs
3. Organiser la première publication CSRD
4. L'audit du premier rapport de durabilité

Introduction

De la DPEF à la CSRD : ce qui change

De la DPEF au rapport de durabilité



Enjeux pour les établissements

4 chantiers structurants immédiats en vue de la première publication

- Définir le périmètre de publication
- Définir les sujets significatifs au travers de l'exercice de double matérialité
- Définir les KPI
- Définir la maquette cible

OBJECTIFS
Sincérité
Transparence
Honnêteté
Difficultés rencontrées

Quelques chantiers à moyen terme

- **Montée en puissance des conseils d'administration**
 - Intégration des enjeux de durabilité au sein des missions régaliennes
 - Intégration des enjeux de durabilité dans les réflexions stratégiques et dans le dialogue avec les parties prenantes
 - Suivi des objectifs.....
- **Chaîne de valeur à affiner**
- **Données à collecter**
 - Expression de besoin en matière de données extra financières
 - Processus de collecte et mise en qualité des données

01

**Benchmark
Premier rapport
de durabilité**

PRINCIPAUX

POINTS

ABORDES

01



Niveau de maturité sur les chantiers structurant

02



Moyens alloués à la production du reporting

03



Premiers résultats quantitatifs

04



Enjeux pour la Gouvernance

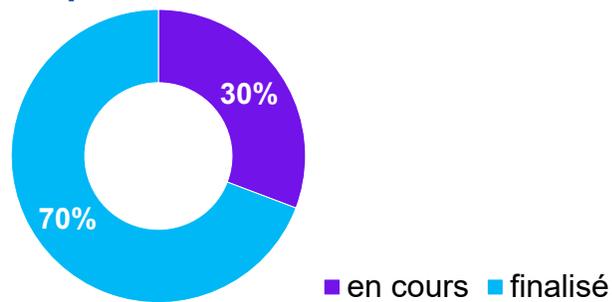
05



Changements organisationnels induits

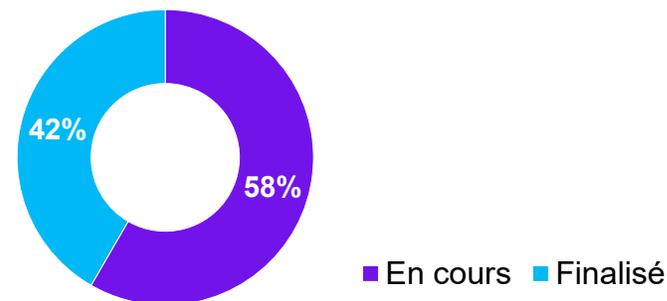
Niveau de maturité sur les chantiers structurants

Avancée du chantier d'analyse du périmètre de publication



- **Chantier globalement très avancé** et finalisé pour près de **70%** des établissements de notre panel
- 30% des établissements poursuivent néanmoins les analyses, notamment celles qui détiennent des véhicules ad hoc

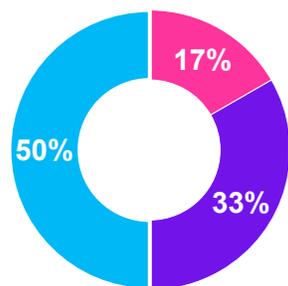
Analyse de la chaîne de Valeur et double matérialité



- Chantier finalisé pour **42 %** des établissements du panel, en cours pour **58%**
- Question complexe pour les banques
 - Pas de norme sectorielle
 - Peu de guidelines

Moyens alloués à production du reporting

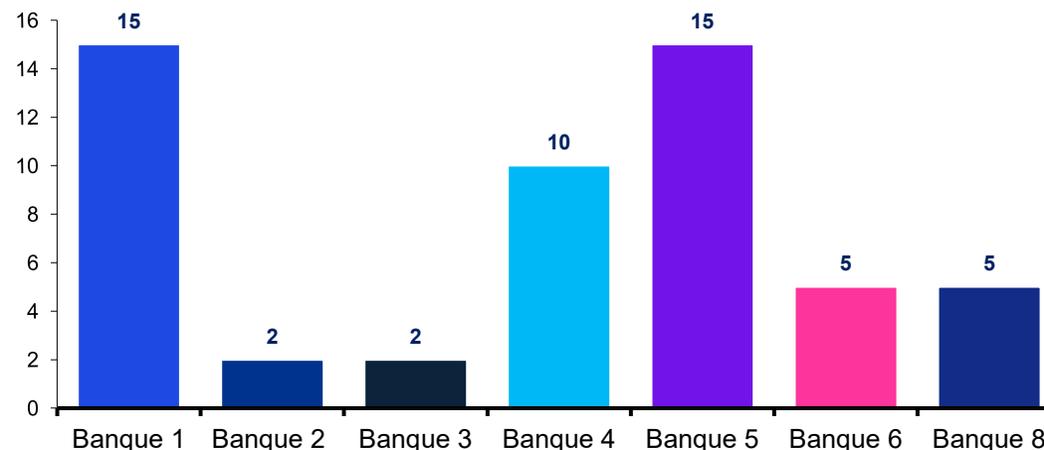
Directions en charge du projet



■ Direction des Risques ■ Direction RSE ■ Direction financière

- Un projet qui mobilise essentiellement les équipes Finance, Risques et RSE
- **Dans plus de la moitié des établissements**, la Direction Financière porte le projet compte tenu des multiples dimensions à adresser (aspects normatifs, informations à produire, calendrier etc..)

Nombre de personnes dédiées au projet

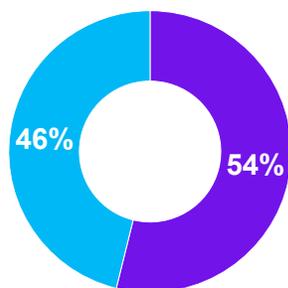


- Effectifs dédiés variables selon les établissements
- Accompagnement par des consultants dans la phase de mise en œuvre
- Beaucoup de contributeurs au sein des établissements
- Pour les groupes les plus significatifs/internationaux, les équipes dédiées incluent **10 à 15 personnes**

Nombre de normes traitées



Part des groupes qui ont évalué les normes à traiter la première année



■ Définie ■ En cours de définition

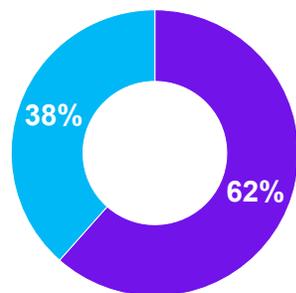
- Un travail d'analyse toujours en cours au sein des groupes du panel
- Environ la moitié des groupes du panel a, à ce stade, défini les enjeux à écarter, et les normes sur lesquelles se concentrer pour la 1ere année de publication

- Les groupes les plus avancés dans l'analyse se concentrent notamment sur les normes suivantes :
 - **E1, S1, G1**
 - **S4**
 - **E4**
- **Un seul groupe de notre panel couvre à ce stade toutes les normes**

	E1	E2	E3	E4	E5	S1	S2	S3	S4	G1
Banque 1	x					x			x	x
Banque 2	x			x		x			x	x
Banque 3	x			x		x			x	x
Banque 4	x					x			x	x
Banque 5	x					x				x
Banque 6	x	x	x	x	x	x	x	x	x	x
Banque 7	x					x				x

Volumétrie de data points à publier

Volumétrie des data points à publier



■ Définie ■ Non définie

Nombre de data points identifiés à date

De 500 à 700	De 700 et plus	Non définie
54%	8%	38%

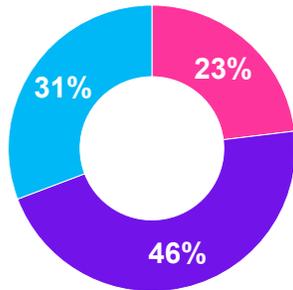
A ce stade,

- **62%** des groupes de notre panel a réalisé une première estimation de la volumétrie des data points à publier.
- **Plus de la moitié** estime publier entre 500 et 700 data points
- **Un seul groupe** estime le nombre de data points à publier à près de 700
- **Ces premières estimations seront néanmoins à affiner avec la finalisation des travaux liés à la Double matérialité**

Changements induits par la mise en œuvre de la CSRD

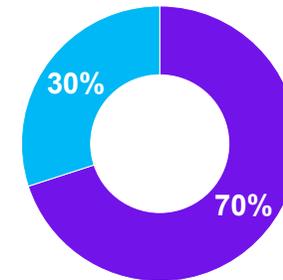
- La mise en œuvre de la CSRD implique une réorganisation profonde, notamment au regard de la granularité de l'information à produire et du dispositif de contrôle lié. Les acteurs de notre panel ont d'ores et déjà initié ces réflexions, même si à ce stade, les décisions structurantes ne sont pas encore prises
 - Seuls **23% des acteurs** de notre benchmark ont une vision précise de l'organisation à mettre en place à moyen terme
 - **30% des acteurs** n'ont pas encore étudié cette question, se concentrant sur les autres thématiques méthodologiques à adresser dans le cadre de la mise en œuvre de la directive
- L'évolution des SI utilisés pour produire une information exhaustive, fiable, auditable est à ce stade un axe de réflexion, que les groupes n'ont pas encore tranché. **70% des établissements** de notre panel étudient ce thème dans le cadre de la mise en œuvre de la norme, **30%** n'ont néanmoins pas encore réellement ouvert la réflexion sur ce sujet.

Organisation cible



■ Définie ■ En cours de définition ■ Non définie

Maturité de la réflexion autour de l'évolution des SI utilisés pour produire l'information cible

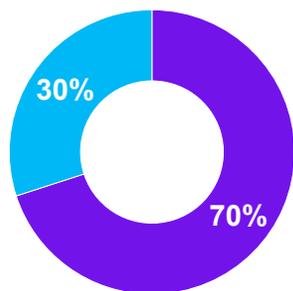


■ En cours ■ Pas commencé

Sensibilisation de la Gouvernance

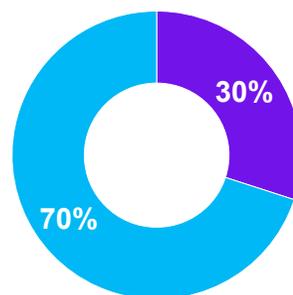
- L'appropriation de cette nouvelle réglementation est un défi majeur pour l'ensemble des Directions de l'entreprise. La question de la formation et de la compétence du Conseil est un enjeu important que les groupes commencent à adresser, avec des actions spécifiques à mettre en œuvre à compter du 2d trimestre 2024.
 - **70% des établissements** de notre panel travaillent de manière spécifique sur cette question – le niveau d'implication du Conseil est néanmoins jugé faible dans **30% des groupes**.
 - La question de la compétence des membres du Conseil se formule également autour de réflexions sur son élargissement à de nouveaux profils
- Les comités spécialisés ont été désignés dans **30%** des établissements de notre panel
- Compte tenu de la nécessité de désigner les contrôleurs de la CSRD lors des AG approuvant les comptes 2023, les échanges avec les vérificateurs ont démarré dans l'ensemble des établissements de notre panel.

Niveau d'implication du Conseil



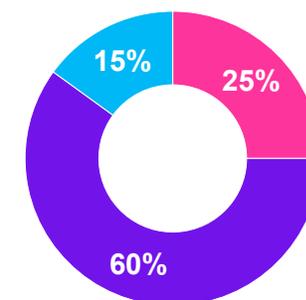
■ Commence à s'emparer du Sujet ■ Faible

Gouvernance - comité spécialisé désigné



■ Oui ■ Non

Niveau de sensibilité, compétence, formation de la gouvernance

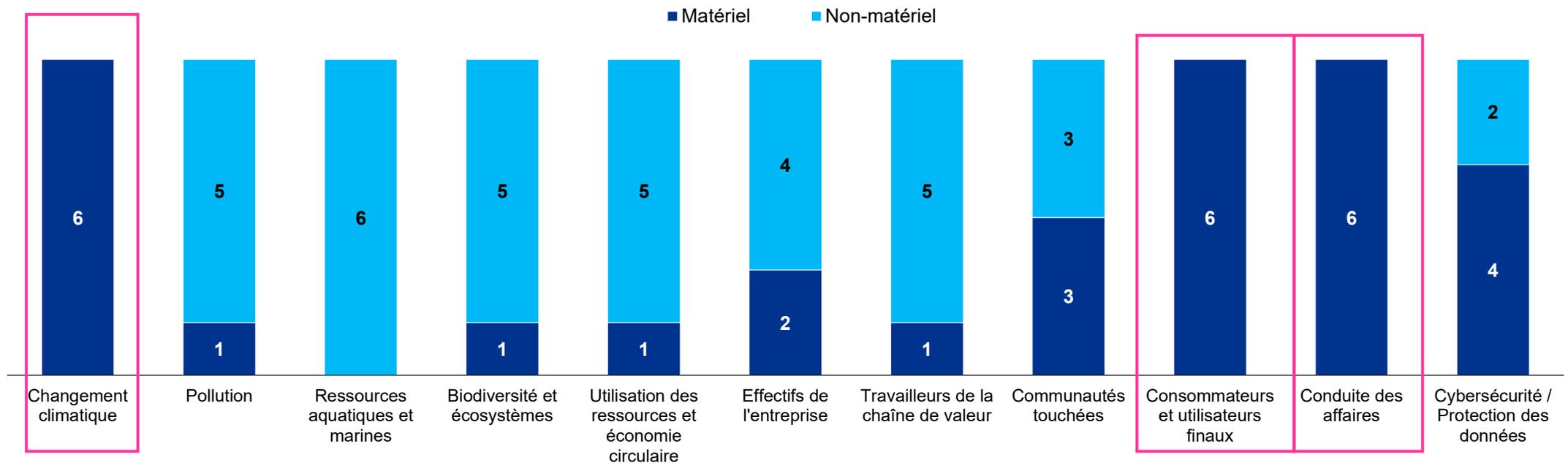


■ Moyen
■ Faible
■ Inexistant

Benchmark – Double matérialité – DEU 2023

Certains établissements ont publié des premiers résultats d'analyse de double matérialité dans leur DEU 2023. Sur un panel de 6 DEU revus, les thèmes **changement climatique** (E1), **consommateurs et utilisateurs finaux** (S4) et **conduite des affaires** (G1 – incluant la LCB/FT) apparaissent systématiquement matériels. Par ailleurs, la **cybersécurité / protection des données** est identifiée comme un sujet matériel pour une majorité d'établissement. Si les effectifs propres ne sont pas toujours identifiés comme matériels, des informations sur ce thème sont néanmoins toujours incluses dans les rapports.

Synthèse de la matérialité par thématique sur le panel de six banques ayant publié des résultats d'analyse de double matérialité



BBVA, Santander, Caixa, ABN AMRO, de Volksbank, Unicredit

Dans communautés touchées, ont été incorporés les sujets liés à l'action sociale / volontariat, éducation financière, philanthropie

02

Attentes des parties prenantes et rôle des administrateurs

Attentes des parties prenantes et rôle des administrateurs

Niveau de maturité des établissements moins élevé que celui des « corporates »

Une compétence des conseils à renforcer au regard des risques liés à la durabilité

Des données opérationnelles complexes à collecter

Risque de réputation - Focus sur le greenwashing - Rôle des administrateurs

- Assurer une surveillance efficace de l'entreprise, y compris en ce qui concerne sa durabilité à long terme et sur les moyens mis en place pour répondre aux exigences de la CSRD
- Interpeller le management dès qu'ils suspectent une présentation trompeuse ou biaisée de la réalité
- Responsabilité en matière de durabilité aussi importante que leur responsabilité financière : garants de l'intégrité des rapports et de la confiance des parties prenantes.

Attentes des parties prenantes et rôle des administrateurs

Les parties prenantes : un outil important pour le management et la gouvernance afin de progresser

- La consultation des parties prenantes permet de comprendre comment l'entreprise est perçue à l'extérieur
- Le marché regarde comment l'entreprise interagit avec ses parties prenantes :
 - indicateur de son fonctionnement interne
 - Sources d'information permettant de comparer les informations fournies avec la réalité du terrain qui échappe parfois aux conseils
- Des conseils de parties prenantes « poil à gratter », instruments nécessaires pour dialoguer et progresser

Premier rapport de durabilité : s'inscrire dans une trajectoire

- « Quelque chose plutôt que rien! »
- « Quels sont les gros cailloux ? »
- « Rapport sincère, transparente et honnête, avec toutes les difficultés rencontrées »

03

Organiser la 1ère publication CSRD

Opérationnaliser la CSRD

2 ambitions, 2 traductions

Adresser l'enjeu réglementaire

> Effort de mise en conformité

Initier et porter une ambition stratégique différenciante via la communication extra-financière

> Programme de transformation

Un choix clé qui pose les principes directeurs des projets CSRD

Stratégie de reporting extra-financier

Qualifier les « vrais » arbitrages

- **Obligatoire** car matériel vs **opportunité** stratégique
- **Transparence** vs **confidentialité**

Opérationnaliser la CSRD

Aligner les politiques et les objectifs sur la matérialité

- Stratégie & planification
- Objectifs et cibles de progrès

Refondre – plus ou moins en profondeur - les dimensions de l' « Operating model »

- **Data** : Décloisonner l'approche, structurer et mettre en qualité les processus et les données
- **RACI** : Caler les rôles et responsabilités – qui a l'envergure pour porter le projet? Quel niveau de responsabilisation des fonctions? En arbitrant entre compétences, capacité, coûts de production
- **Systèmes** : Optimiser au mieux ou capitaliser sur la dimension outils à court ou moyen terme
- **Gouvernance et contrôle** : Structurer la gouvernance cible pour sécuriser l'ensemble

Jalons, Roadmap, Budget

Echelonner les ambitions pour sécuriser la première échéance et bâtir pour le long terme

- **Qualifier les contraintes** – ressources, capacités/compétences des équipes, qualité de la donnée, maturité des outils
- **Séquencer** l'ambition en fonction des réalités sur 2 voire 3 ans
- Valider le plan de **ressources** et besoins de mise en œuvre

Une démarche par étapes



STRATEGIE

REPORTING

00
SCOPING

01
ANALYSE DE DOUBLE
MATÉRIALITÉ

02
ANALYSE DES
ECARTS AU
TEXTE

03
FEUILLE DE ROUTE **PRIORISEE PAR NORMES**
✓ Chantiers de mise en œuvre ESG incluant le Plan de transition
✓ Définition des indicateurs
✓ Définition de la vision groupe
✓ Définition des priorités 2024 vs. 2025

04
DESIGN DU REPORTING CSRD
✓ Ambition du rapport de durabilité et storyline
✓ Chemin de fer du rapport

05
MISE EN ŒUVRE DE LA FEUILLE DE ROUTE
✓ Operating model (y compris data model)
✓ Processus & RACI
✓ Protocole de reporting
✓ Politiques

06
IMPLÉMENTATION OUTIL ET REPORTING
✓ Choix des outils
✓ Intégration & déploiement des outils de reporting

Exemple de structuration du projet CSRD

Chantier 2 : Acculturation

Objectif : *onboarder* directions et filiales concernées par collecte de données

Chantiers : Acculturation et conduite du changement

Chantier 3 : Normatif et veille

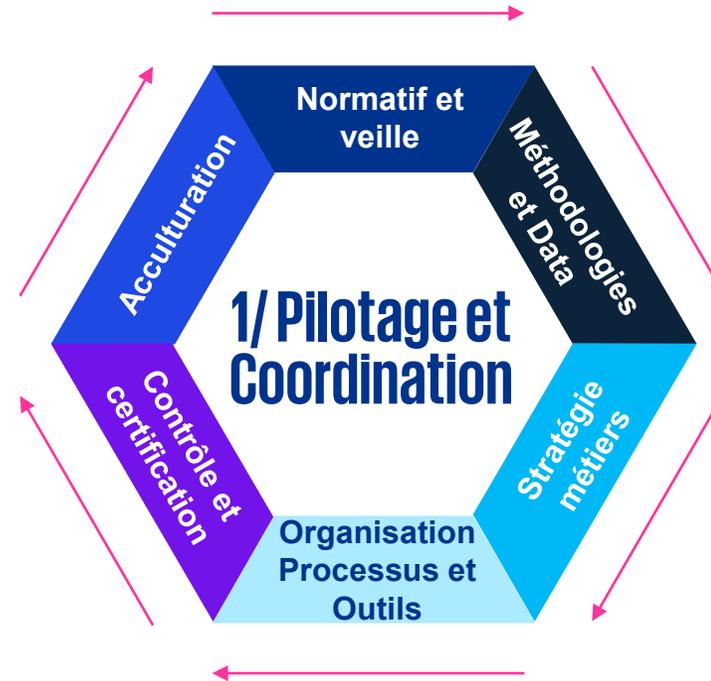
Objectif : analyser les exigences normatives et conduire le *gap analysis*

Chantiers : Normes et implication métiers (finance durable, RH ...)

Chantier 4 : Méthodologies et Data

Objectif : définir le périmètre, la méthodologie de double matérialité, et chaîne de valeur et la stratégie data qui en découle

Chantiers : Périmètre extra-financier, Double Matérialité, Chaîne de valeur, Collecte data



Chantier 5 : Stratégie métiers

Objectif : définir la stratégie groupe pour chacune des normes ESRS & intégration dans plan stratégique. Définir la feuille de route et l'impact sur le modèle d'affaires au sein de la chaîne de valeur

Chantiers : Normes Environnement, normes Sociales, norme Conduite des Affaires

Chantier 6 : Organisation, Processus et Outils

Objectif : définir les processus à mettre en place et les modalités de production des données quantitatives et qualitatives, Choix des outils

Chantiers : RACI, feuille de route IT

Chantier 7 : Contrôle et certification

Objectif : Mise à jour du dispositif de contrôle interne et externe

Chantiers : Plan de contrôle interne, nomination et contrôle PSAI

Adhérences projets réglementaires dont :

Taxonomie

CS3D

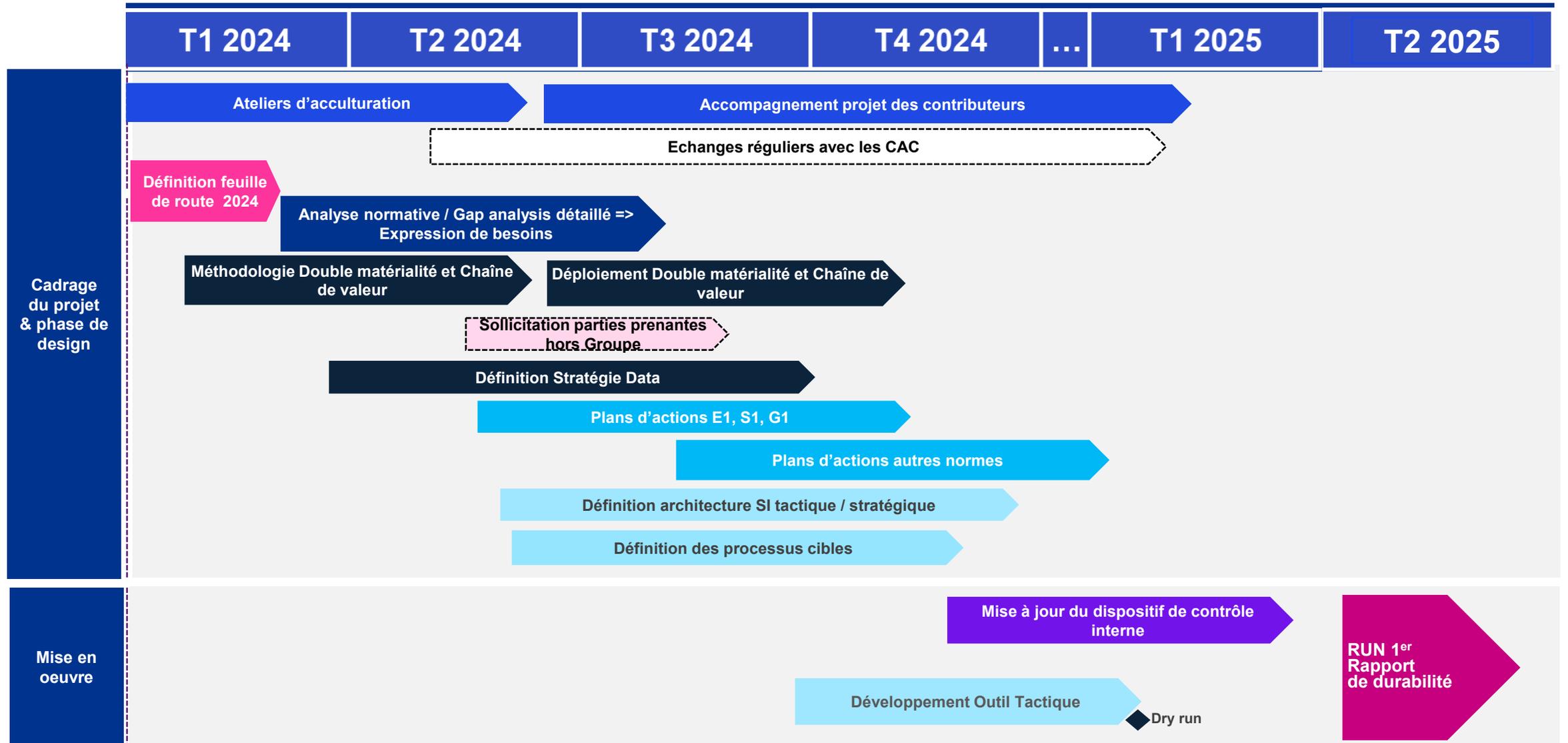
Pilier 3 ESG

Produits « vert »

Green Bonds

Plan stratégique

Exemple Feuille de route simplifiée



Questions à adresser dans le cadre du projet

Gouvernance projet

Interactions entre les fonctions
(Finance, RSE / Finance
Durable)

Interactions groupe / entités

Très grand
nombre de
contributeurs

Formation
Mobilisation

Interprétations
non stabilisées
(assujettissement,
chaîne de valeur,
...)

Mise en œuvre de
l'analyse de
double matérialité
Echelle unique ?
Cotation
Lotissement ?

Périmètre du projet /
interactions entre les
différentes exigences

Ambition

Mise en conformité
vs. engagement



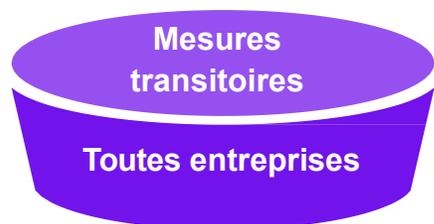
Délais très contraints
Feuille de route CT/LT
Bande passante

Outils
Sources et qualité de
données
Auditabilité

Une stratégie de communication à définir

Trois niveaux d'exigence de communication

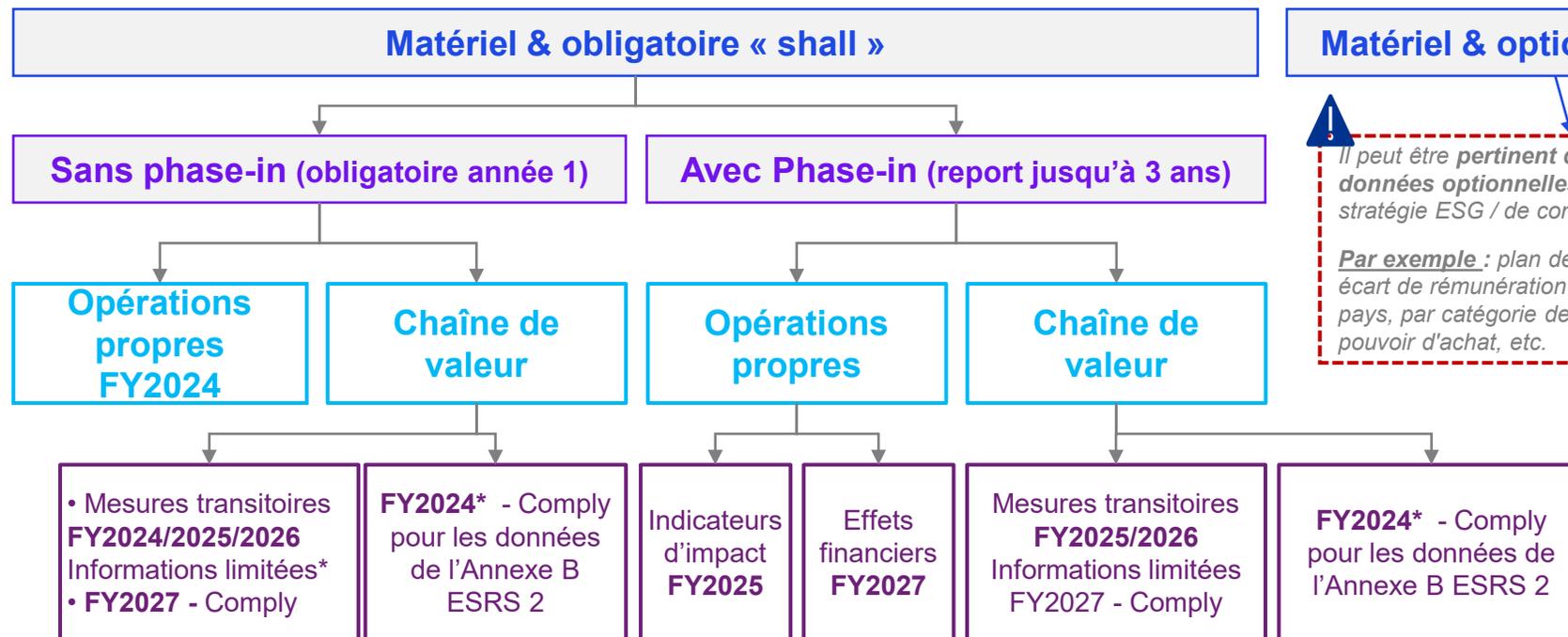
- « publie » - *shall disclose*
- « peut publier » - *may disclose*
- « tient compte » - *shall consider*



Présentation de l'information comparative

Chaîne de valeur

Informations spécifiques à l'entreprise



Matériel & optionnel « may »

⚠ Il peut être **pertinent de reporter des données optionnelles** dans le cadre de votre stratégie ESG / de communication.

Par exemple : plan de transition biodiversité, écart de rémunération homme-femme par pays, par catégorie de salariés, ajusté du pouvoir d'achat, etc.

* Pas de mesures transitoires sur la chaîne de valeur pour les points de données dérivés d'autres législations européennes (cf. Annexe B ESRS 2)



En complément, des **dispositions transitoires spécifiques** sont prévues pour les entreprises de moins de 750 salariés

Pourquoi le contrôle interne du reporting extra-financier ?



La fiabilité du reporting extra-financier va devenir au moins aussi importante que celle du reporting financier



Des risques spécifiques

De multiples contributeurs, dont la plupart de sont pas directement au sein de la direction financière et qui ne travaillent pas forcément avec les mêmes standards de contrôle interne

Des systèmes d'information disparates, incomplets ou en devenir, avec encore un nombre significatif de traitements manuel / Excel

Des indicateurs qui n'alimentent pas que le reporting extra financier mais servent aussi de base à la détermination des **rémunérations variables** du management



Un contrôle interne « by design »

Profiter de la mise en place des dispositifs de reporting pour intégrer **dès la conception** les activités de contrôle

En particulier, mettre au centre du dispositif la « première ligne de maîtrise », à savoir **les opérationnels**, et également s'appuyer sur les **contrôles issus des systèmes d'information**

Eviter autant que possible une **surcouche de contrôle interne**, qui sera perçue comme une contrainte et qu'il sera difficile de maintenir



Au-delà de la fiabilisation, d'autres bénéfices tangibles

S'assurer que les indicateurs définis reposent sur des informations aisément disponibles et **peuvent être produits de manière fluide**

Optimiser les coûts en ajustant le niveau de précision aux enjeux réels

Rendre **plus lisibles les processus**, afin de clarifier les **rôles et responsabilités** et **standardiser** ce qui peut l'être

Elaboration du dispositif de contrôle interne ESG

Les éléments essentiels



Des centaines de nouveaux indicateurs ESG à publier | L'impératif Tech & Data



Définir la solution de reporting ESG | Quelques enseignements

Pas de solution unique –

votre solution dépendra de votre contexte (ambition ESG, empreinte géographique, sujets matériels, solutions existantes...)

Aucun outil ESG ne peut tout faire

à lui seul – chaque outil a ses forces et faiblesses ; le choix dépendra de vos besoins spécifiques et de la manière dont l'outil s'intégrera dans votre environnement ESG/IT

Eviter les solutions sur mesure

(forte évolutivité des besoins, impact temps et ressources qui pourraient être mieux exploitées, ...)

Combiner des outils ESG spécialisés à vos systèmes et plateformes existants

– vos outils complétés par des fonctions ESG (add-on) ; votre plateforme data pour traiter une partie de la collecte et mise en qualité de la donnée

Une solution de reporting ESG répondant aux enjeux de conformité réglementaire, **mais aussi pour gérer la performance ESG**

Pas de transformation

'big bang' mais une mise en œuvre itérative et le passage vraisemblable par une solution transitoire en année 1

“ Les DSI / CDO jouent un rôle de plus en plus important dans la prise de décision en matière d'ESG ”

Si l'agenda ESG a été mené par le CSO/CFO au cours des 2 ou 3 dernières années, le CIO/CDO joue désormais un rôle prépondérant pour :

- Aider au choix de la solution cible de reporting ESG
- Capitaliser sur les outils existants et les adapter au contexte ESG
- Intégrer les nouveaux outils dans le paysage applicatif
- Mettre en œuvre les bonnes pratiques de gouvernance et gestion des données ESG

ESG : quel est le rôle de la fonction finance ?

La **fonction finance a un rôle pivot** dans la mise en œuvre, le pilotage et la communication en matière d'ESG pour les raisons suivantes :

- **Capitalisation** sur des **compétences et expérience**, et sur des **processus existants**  Expérience des **projets de transformation** financière à grande échelle. Compétences, expérience nécessaires et **dispositifs préexistants** pour répondre aux exigences en matière de *reportings* financiers et réglementaires
- Forte implication dans la **veille et l'élaboration des normes comptables**  Dispositif de **veille normative, d'élaboration des normes comptables** par leur participation à des forums techniques et capacité d'élaborer une **méthodologie d'application de la taxonomie**
- **Coordination interne** et **interactions** avec des **investisseurs externes**  Capacité à **interagir avec l'entreprise** (ex. coordination des filiales, accompagnement des métiers) ainsi qu'avec les **investisseurs externes** permettant d'identifier les mesures et les objectifs clés et **d'évaluer les impacts** financiers, sur le capital réglementaire, et sur la **communication financière**
- Capacité d'**identification** et de **pilotage** des **métriques ESG**, et de gérer la **qualité des données**  Inclusion des mesures et des objectifs ESG dans la **planification**, la **politique d'investissements** et de suivi des actifs, le **pilotage** et la **gestion des performances** de la banque
- Rôle clé auprès des **instances de contrôle et de surveillance**  **Gestion de tout processus d'assurance** sur les rapports ESG de la même manière que le processus d'audit annuel, auprès des organes de contrôle et de surveillance internes et externes de la banque
- Identification des **incohérences**, des **lacunes** et des **opportunités**  Capacité à mettre en place des **contrôles pertinents**, assurer une **cohérence d'ensemble**, et à réaliser une **analyse de maturité** pour évaluer s'il existe des lacunes et des opportunités en matière de *reportings* et communication ESG
- Capacité d'**explorer** les **nouvelles technologies** disponibles  **Exploration et ouverture aux nouvelles technologies** disponibles sur le marché

ESG : impacts sur la fonction finance – Vue d'ensemble

Pilotage et gestion de la performance

Normes et reporting comptables et prudentiels

Systèmes d'information, gouvernance et autres fonctions clés

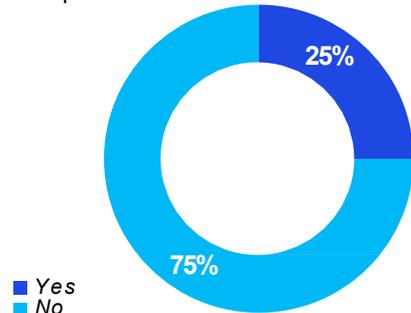


Coordination et animation du reporting ESG

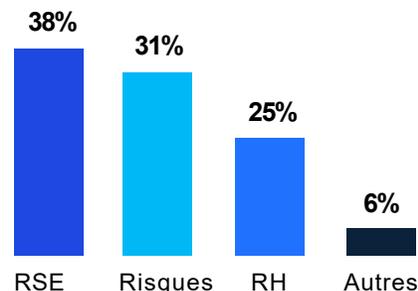
ESG : impacts sur la fonction finance – quelques indicateurs

Responsabilité de la production du reporting ESG

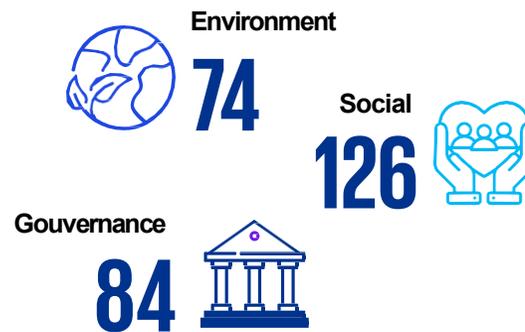
Est-ce que la Finance est responsable de la production ESG ?



Si non, les fonctions responsables sont :

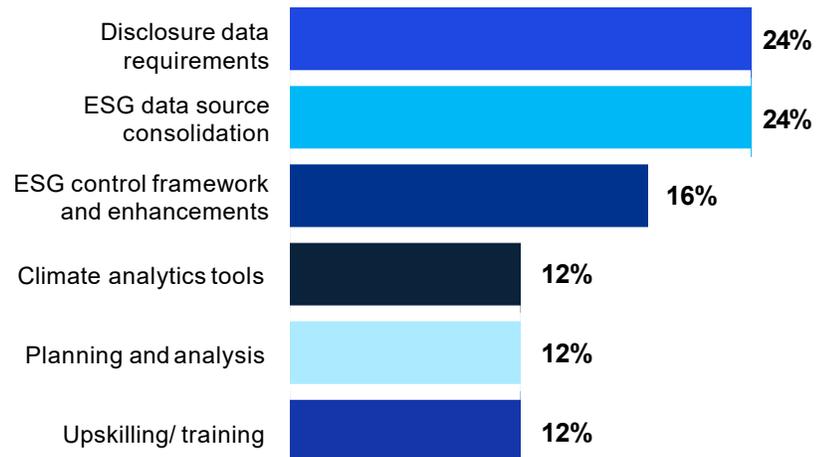


Nombre moyen d'indicateurs actuellement surveillés



Source : *Banking Finance Function Benchmark 2023 de KPMG* *
benchmark sur un panel international de plus de 50 banques

Répartition des investissements ESG



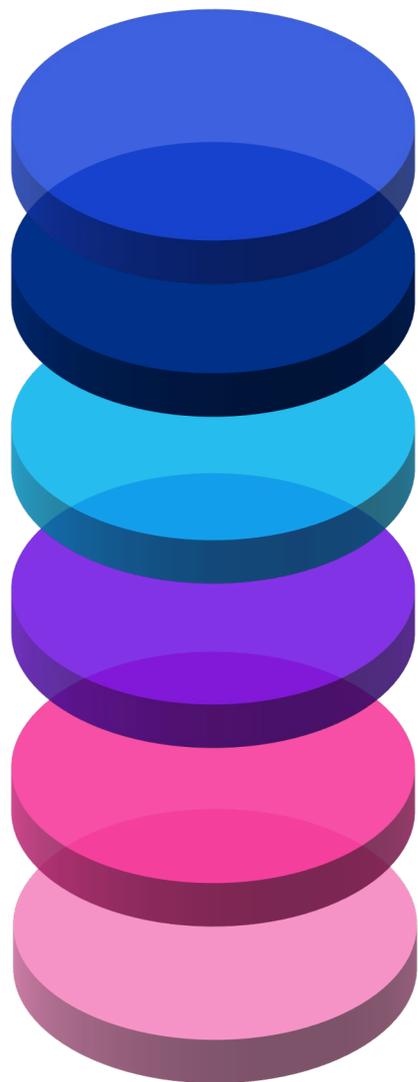
Le défi à relever pour la fonction finance est de :

- Maintenir / augmenter le niveau de productivité,
- Tout en maîtrisant les dépenses relatives à l'accroissement de la production réglementaire

04

**L'audit du
premier rapport
de durabilité**

Notre opinion d'assurance limitée porte sur six conclusions



01

Conformité de l'information avec la directive comptable

02

Conformité de l'information avec les ESRS

03

Conformité du processus d'identification de l'information à publier avec les ESRS

04

Respect de l'obligation de consulter et informer le CSE

05

Conformité de l'information avec les exigences de publication en matière de taxonomie

06

Balisage de l'information

Les ESRS en quelques chiffres

823

indicateurs obligatoires
"data points"



Environnemental



Social



Conduite des affaires

Soumis à analyse de matérialité

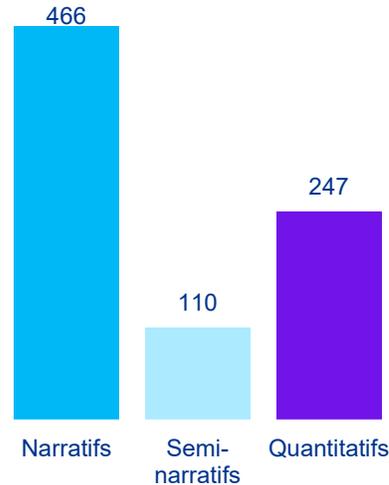
16%

Informations générales
ESRS 2

Obligatoire

Typologie d'indicateurs

En nombre



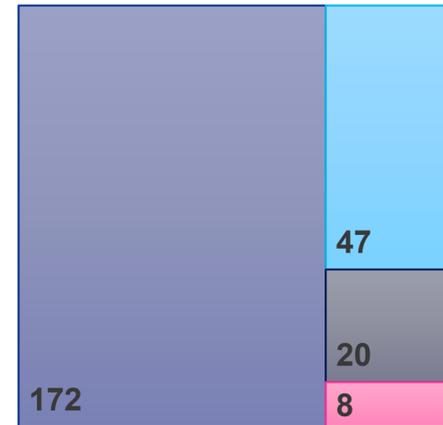
~ 60 politiques ESG attendues

- 42% en matière environnementale
- 44% en matière sociale
- 14% en matière de conduite des affaires



247

Indicateurs quantitatifs



- Environnement
- Social
- Conduite des affaires
- Informations générales

~ 25

Indicateurs en lien
avec les états
financiers

Autres indicateurs non obligatoires



+ 279

autres indicateurs facultatifs

dont 48 % sur l'environnement et 44% sur le social

Préparateurs : Mise en œuvre progressive des exigences

Générales
Pour toutes les
entreprises

Présentation de l'information comparative

Année 1 : information comparative non requise

Chaîne de valeur

Délai possible de 3 ans pour collecter l'information à l'exception des indicateurs listés par ESRS 2 Annexe B

Informations spécifiques à l'entreprise

Informations à préparer progressivement les trois premières années

Propres à certains DR
Pour toutes les
entreprises

Effets financiers escomptés (anticipés) importants

- Année 1 : possible omission au niveau de l'entreprise et pour toutes les normes environnementales
- Années 1 à 3 : possibilité de fournir une information uniquement qualitative (ESRS 2 SBM-3 & questions environnementales)

Certains DR dans ESRS S1

- Année 1 : possible omission de certaines données relatives aux effectifs

DR relatif à la ventilation du chiffre d'affaires par secteur ESRS significatif – ESRS 2 SBM-1, § 40 (b) & (c)

obligatoire uniquement à compter de la date d'entrée en vigueur des normes sectorielles

Propres à certains DR
Pour les entreprises/
groupes
< 750 salariés**

Année 1 : possibles omissions

- Des émissions de GES : Scope 3 et total – ESRS E1 DR E1-6
- De tous les DR – ESRS S1 Effectifs propres

Années 1 et 2 : possibles omissions de tous les DR de chacune des normes suivantes

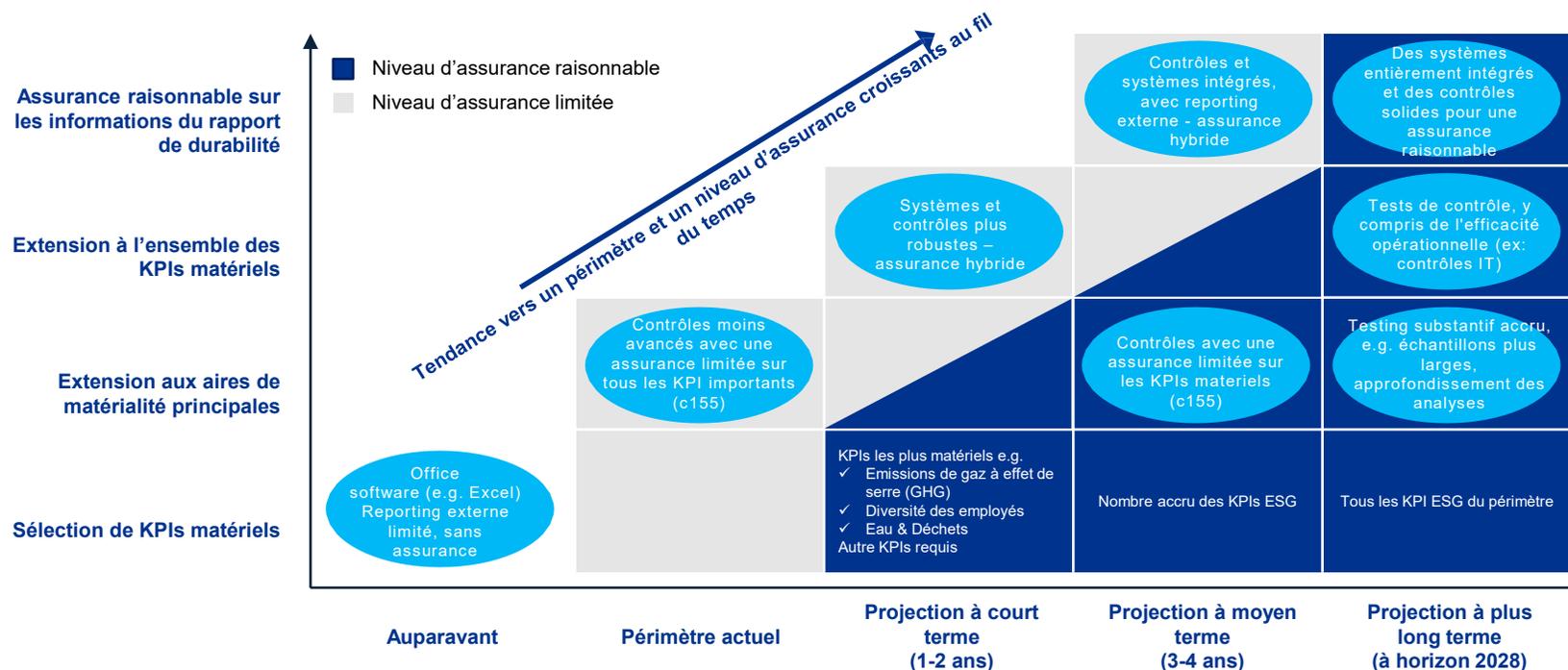
- ESRS E4 Biodiversité et écosystèmes
- ESRS S2 Travailleurs de la chaîne de valeur
- ESRS S3 Communautés touchées
- ESRS S4 Consommateurs et utilisateurs finals



Informations requises par ESRS 2.17 si ces dispositions sont appliquées

** Effectif moyen de l'exercice écoulé apprécié à la date de clôture, sur une base individuelle ou consolidée (le cas échéant).

Auditeurs : d'une assurance limitée à l'assurance raisonnable



*sous réserve d'une étude de faisabilité

Les grandes étapes de l'audit CSRD

Les grandes étapes de notre mission de vérification CSRD et la répartition de notre temps d'intervention pour chacune d'elles :



- **Compréhension de la gouvernance, stratégie, et de l'organisation** ●●●●● i
- Revue de conformité du processus sous-tendant votre analyse de double matérialité ●●●●●
- Revue de la liste des Informations publiées au regard des IROs matériels ●●●●●
- Prise de connaissance du référentiel de reporting et de l'organisation, des procédures et des outils ●●●●● i
- Revue du périmètre de consolidation ●●●●● i
- Taxonomie durable : focus sur le processus dédié (identification des activités, revue de l'éligibilité et de l'alignement, processus de production des données) ●●●●● i

- Analyse des risques et identifications des informations significatives pour notre mission ●●●●● i
- Définition des seuils de matérialité ●●●●● i
- Définition du scoping et des procédures à réaliser par entité et site ●●●●● i
- Organisation d'une réunion de lancement avec les équipes d'audit opérationnelles ●●●●● i

- Prise de connaissance des procédures de contrôle interne et de l'environnement informatique ●●●●● i
- Sélection des contrôles pertinents (manuels ou automatiques) ●●●●●
- Pour les contrôles pertinents, revue de la conception et de l'application des contrôles ●●●●●
- *Si pertinent, revue des contrôles généraux informatiques* ●●●●● i

- Hard close :** i
- Travaux de pré-clôture sur les données quantitatives disponibles y compris les indicateurs liés à la Taxonomie durable ●●●●●
 - Revue à blanc du rapport de durabilité, y compris projet de publication de l'analyse de double matérialité, et des informations qualitatives ●●●●●
- Final :** i
- Travaux sur les données quantitatives :
 - IRO matériels ●●●●●
 - Indicateurs Taxonomie durable ●●●●●
 - Travaux sur la consolidation des données ●●●●●
 - Focus sur la connectivité avec les données financières et rapprochements ●●●●● i
 - Cohérence d'ensemble entre les informations communiquées au titre des ESRS et des KPI Taxonomie durable de la période ●●●●●

- Relecture d'ensemble du rapport de durabilité et du rapport de gestion ●●●●● i
- Restitution au comité d'audit ●●●●● i
- Diligences spécifiques sur la Taxonomie durable (tableaux réglementaires et transparence sur les hypothèses clés) ●●●●● i
- Préparation des rapports ●●●●● i
- Présentation de nos conclusions au Conseil d'administration / surveillance ●●●●● i

Légende :

- i Synergies avec les travaux CAC
- Mesure du renforcement de nos travaux par rapport à la DPEF :**
- Nouvelles diligences
- Diligences renforcées
- Continuité DPEF